L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT ET DE LA TROISIEME MUNICIPALITE. — NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 20 JUIN 1845.

PUBLIÉ PAR
MAGNE & WHEELER.

CONDITIONS DE L'ABEILLE.

ABONNEMENT:

Journal quotidien, une année d'avance $12
Journal de la campagne, deux fois par semaine, une année d'avance, 5

Le terme de l'abonnement est pour une année. Aucune souscription, soit au journal seulement, soit aux annonces, ne sera considérée comme discontinuée de la part de l'abonné, à moins qu'il n'en ait donné avis par écrit, une semaine avant l'expiration de l'année.

ANNONCES — Une prime par carré de chaque langue, pour la première insertion, et cinquante cents pour chaque insertion subséquente. Tout changement considérable dans l'annonce originale, devra être payé comme une nouvelle annonce. Le carré est de DIX lignes ou moins.

ABONNEMENS pour l'année aux feuilles ci-dessous — Les circulaires et personnes tenant magasin ou hôtel au lac $60; les Banques, Compagnies d'assurances et autres institutions publiques, $30; les agents pour pièces, $5; les notaires et huissiers, $5; les membres de la législature ordinaire, à la session et pendant la commission valant, $10; les maisons de commerce, $20. Ces abonnements se paient à l'avance et s'avancent.

Le privilège des propriétaires qui avec eux louent à un certain chaque loge, et cela pour une année.

LES ANNONCES qui sortiront de la ligne ordinaire de affaires d'un abonné à l'année, telles que ventes à l'enchère par autorité de justice, ventes de plantations et habitations par autorité de justice, ventes de plantations et habitations par succession, ventes de terrains à vendre, à louer ou à affermer, ventes de marrons, animaux, esclaves, etc., etc., lui seront portés à moitié prix.

LES ANNONCES qui ne paraîtront que pour un jour, ou moins, ne seront pas comptées pour plus d'un carré pour chaque insertion.

LES ANNONCES qui ne paraîtront pas la durée de l'un sortiront publiées pendant un mois, et devront être payées en conséquence de cette disposition.

LES ANNONCES de candidature à des emplois publiques autres annonces d'une nature publique; les annonces qui ne seront pas d'une nature personnelle (lorsqu'elle pourront ne même), paieront le double du prix ordinaire et d'avance.

Leonard Sturlevant & Co.,
MARCHANDS-COMMISSIONNAIRES
ET EXPEDITEURS,
VENDENT EN GROS
DE L'HUILE DE BALEINE, DE SPERME ET DE LIN
Savon, Chandelles, Thés, Blanc de Plomb, Peinture noire &c. &c.
No. 19, rue de la Vieille Levée.
9 juin—1 an Nouvelle Orléans

DORSEY, VINCENT & Co.
ENCANTEURS ET COMMISSIONNAIRES,
Nos. 83, rue de Chartres—Nlle Orléans.
S'occupent particulièrement des ventes de Marchandises Sèches, par colis et par petits lots.

Ils feront des avances libérales sur Marchandises destinées à être vendues. 4 juin—6m

W. E. MURPHY,
AVOCAT ET CONSEILLER,
Bureau No. 24, rue d'Orléans—Place St. Antoine.
30 mai—6m

WILLIAM DAVIDSON & CO.
AGENS EN COTON,
ET NEGOCIANS EN COMMISSIONNAIRE:
Rue du Canal, No. 81, N. Orleans.
2 nov.

P. CUSACHS, Pharmacien.
Magasin en gros de Drogues, de Peintures d'Huiles, Médicamentes spéci ux, d'articles pour le confiserie, Parfumerie, pour les teinturiers, &c.
Encouragement Corné et St. Philippe—Nlle. Orléans.
30 juillet

MORTON & Co.
MARCHANDISES SECHES,
No. 25, rue du Magasine.
Les ordres de la campagne seront fidèlement exécutés.

George Buchanan, Andrew Buchanan,
Robert Buchanan, John O. Agnew.
Geo. & Robt. BUCHANAN & Co.
Marchands Commissionnaires,
Rue Tchoupitoulas, No. 82, Nouvelle-Orléans
10 nov

NORTH & BROTHERS,
MARCHANDS DE MARCHANDISES SECHES,
No. 48, Rue des Magasins,
Enseignée de celle de la Commune,
NOUVELLE-ORLEANS.

JOSEPH FRANCIS D. DARLING, G. FOOTE HARROD, DARLING & Co.
Marchands-Commissionnaires et Expéditeurs,
ET
Agents de la Ligne de Boston et de la Nlle. Orléans
No. 48, rue de la Commune, Nouvelle-Orléans
17 juin

DAVID & CHAPUIS,
IMPORTATEURS DE MARCHANDISES FRANÇAISES, ANGLAISES, ALLEMANDES ET DU PAYS.
Vendent en gros et demi-gros,
No. 93, rue de Chartres, près cele Conti.
9 juin

J. F. BERCIER, FRANCISCO TIO.
J. F. BERCIER & Co.
Grocers et marchands en général, No. 43 Vieille Levée
Ont constamment en assortiment de groceries fraîches, liqueurs, etc., à des prix libéraux. 30 oct
Nouvelle Orléans.

F. LAMPRE,
IMPORTEUR ET NEGOCIANT EN GROS,
En Produits de la Havane.
SUCRE, CAFE.
TABAC. CONFITURE.

EMILE JOHNS,
MARCHAND COMMISSIONNAIRE
ET IMPORTEUR DE PRODUITS DES ANTILLES.
Café, Sucre,
Tabac, Cigares.

CAFE, de bonne rôtie de Santos — sucre en pain, mexicain et en poudre double raffiné, ayant droit au drawback, constamment en main et à vendre par
NORTON & HOYT, 37 Vieille Levée.

AVIS — Les soussignés ont changé le nom de leur maison de commerce en celui de W. F. Vredenburgh & Co. à dater de ce jour. Les affaires seront conduites comme par le passé.
W. F. VIELD & Co., ci-devant Vieille Levée.

W. F. VREDENBURGH & Co., No. 30, Vieille Levée font des avances libérales sur consignations de sucre, coton, plombs, saumons &c. à E. H. Field & Co. à New York, et à W. F. Field & Co. à Boston.

AVANCES faites sur ses consignations adressées à nos amis à Le MEALE, BEVILLE & Co.
8 fév

AVIS — Messieurs J. C. BRIGGS, A. BELASCAIN & OBER, entrent comme associés dans notre maison, à partir de ce jour.
CHARLES ODIER & Co.
Nouvelle-Orléans, 1er. janvier 1844—52

ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE.
COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE DE L'OCEAN.—Bureau rue du Camp, No. 46.
Directeurs:
Wm. W. Montgomery, J. B. LeBeau,
F. F. Ducongé, Edw. Chiff,
A. Gordon, R. W. Montgomery,
J. C. Harrison, C. W. Pugier.
CHS. BRIGGS, Secrétaire.
On assure toute espèce de propriété contre les risques du feu, en tant la plus raisonnable, et on fait de prêter les règlemens sont faits avec promptitude et libéralité.
17 Mars

TIR A LA CIBLE.
GARDES D'ORLEANS.
Compagnie de Division.
La Compagnie prendra les armes, demain 8e. 22 du courant, à 6 heures précises du matin, en grande tenue d'été, avec et sans fusil.
Par ordre du capitaine.
WM. ANDRY,
2e. Lieutenant.
19 juin

$5 DE RECOMPENSE.
A celui qui ramènera ou donnera du renseignement, rue Royale, 116, un chien d'arrêt, pointer, couleur noisette, le poitrail blanc, tâchete [illegible] répondant au nom de Castor.
La même récompense sera donnée à toute personne qui pourra indiquer ou en chien se trouve actuellement.
17 juin—3 P. BORDELOIS.

VINGT-CINQ PIASTRES DE RECOMPENSE.
PARTI marron de chez le soussigné, le samedi passé de juin, un nègre nommé LUCIEN, appartenant ci-devant à M. O. M. Mesnegrie, de cette ville. Ce esclave est âgé d'environ 27 ans, il est fort, musclé, et a le nez aquelin, parle français et anglais, et avait de pantalons et un habit bleu. La récompense sera donnée à celui qui le ramènera à la maison de pension de la Compagnie Municipale et en deux autres à
CHARLES KOCK,
Bank Place, No. 93.

Mme. DESRAYAUX,
DIRECTRICE D'INSTITUTION, désire placer à la campagne, pendant l'été, UNE DAME d'un talent distingué et de bonne famille, arrivée de Paris il y a quelques jours, en la maison de commerce actuelle. A l'établissement de Mme Desrayaux.
On désire aussi placer à la campagne une institutrice Française. 4 juin

Dr. Stephen H. Bardasch,
No. 2, 0, rue Royale, entre St. Philippe et Ursulines.
A l'honneur d'informer ses amis et le public en général qu'il est de retour de cette ville, et étant occupé depuis douze ans, dans cet Etat, comme médecin et chirurgien pratiquant, il espère obtenir la continuation de la confiance que lui ont accordée ses amis et le public de la Nouvelle-Orléans. 30 mai—90

L'assemblée générale prochainement dans le but d'affaires à traiter sur les intérêts communs et d'autres, invite les personnes qui lui doivent de vouloir bien sont requises de se présenter sans manque.
Il prudite de cette occasion pour offrir ses marchandises à des prix très réduits, pour du comptant.
4 juin D. B. MACARY
rue, Bourbon

Cet établissement des vues des Italiens et marbrille, de K York, et à vendre par wholesale, Indianola ou détail, à des prix nouveaux, les meubles.
Consistant de différentes sortes ou di positions nouvelle Mousseuline, Jaconets et batistes très supérieures
Toile imprimée pour habillemens nouveaux.
Coton super et blanc, de Lowell, 3/4 et 7/8.
Percale noire et en couleur
Beau état de diverses qualités, Indiennes blanc, et bleu, [illegible]
Serin pour moustiquaires.
Toile d'étoupe pour chemises.
Cassinet pour pantalons, serviettes et nappes à canne en coton.
Mousseline unie et à carreaux, de damassés.
Démoulins pour meubles, soie à coudre et à coudre.
Bas et gants en coton, etc. etc.
Avant en magasin, un bel assortiment de marchandises étrangères, anglaises et américaines, reçues par les derniers bordereaux. BORDERES & Co.
14, Canal

BUREAU D'AGENCE GENERALE.
Le soussigné a établi dans la ville de N. Leroy, Opposite, un bureau d'agence pour recevoir les billets, traites, &c. dûs soit aux Opelousas ou aux Attakapas. Il se chargera également de vendre d'esclaves qui lui seront envoyés de la ville ou d'autres lieux; ainsi que d'achats de cuirs laines, et autres produits.
On pourra obtenir tous les renseignements désirables, en s'adressant aux bâtonnes ci-dessous. Les lettres affranchies pourront être laissées à J. F. Bercier & Co., 44, Vieille Levée. L. BERCIER, Père.

Références:
J. Albert, F. Pascal.
A. A. Peychaud, F. Tye. 20 mai—90

CHANGEMENT DE DOMICILE.
Mr. TRON, prévient le public qu'il a transporté son bureau de pesage, rue Bourbon, entre St. Louis et Conti, No. 107 et principalement, rue Bourbon, entre St. Louis et Conti, No. 107 et continue, comme par le passé, à faire des prêts sur toutes sortes de marchandises et de consignations, et principalement les achats d'or et d'argent, dans le pays, la valeur de ces matières et par personne sera prêtée de la peu en payer des sommes plus modérées.
7 juin—1an

EMMAGASINAGE—On peut recevoir de vouloir DE FAISLE, de l'UNION et de WESTERN, par
EMERSON, TOURNE & Co.
7 août 100 Tchoupitoulas

BOTTES, SOULIERS ET BRODEQUINS
100 caisses en débarquement, de nouvelle John Brown et Adrien, de New York, à vendre par
R. G. REBBY.
10 juin 116, rue de la Levée

CHAPEAUX DE SOIE, DE PARIS.
PAR les derniers arrivages, nous avons reçu, outre ceux de chapeaux noirs, en soie, de qualité supérieure que nous vendrons à bon marché pour alors une considération.
H. DE GOER & RIFFLARD,
20 mai 24, Magasins

Nouvelle-Orléans :
VENDREDI MATIN, 20 JUIN 1845.

LES JESUITES EN FRANCE.

Tout ce qui se rattache à la compagnie de Jésus semble exciter un intérêt tout particulier : le moindre événement causé par son intervention, la moindre discussion provoquée à son sujet, soulève tout de suite je ne sais quelle émotion communicative ; et cela s'explique par les nombreux adversaires et par les chauds partisans qu'elle compte dans la génération actuelle. Elle n'est ou quelque sorte indifférente à personne d'entre nous : il est donc naturel que le débat engagé dans la Chambre des Députés en France ait retenti jusque dans la Louisiane. On s'en est préoccupé presque comme d'un événement.

Le fait est que cette manifestation parlementaire a quelque valeur : elle a été provoquée, par l'attitude toute nouvelle prise par les Jésuites. Depuis bien des années déjà, quelques membres de la société étaient rentrés en France ; ils y vivaient tranquillement grâce à la tolérance ou à l'oubli de l'Etat. Certains d'entre eux même prêchaient à Notre Dame de Paris, et on les laissait faire. Mais depuis deux ans surtout, ils ont acquis une consistance et une force remarquable ; ils comptent plusieurs maisons considérables ; leur nombre s'est accru ; et ils prennent une part active dans la guerre qu'est engagée entre l'Université et le clergé. Ils poussent surtout à la réaction ultramontaine qui lance l'anathème sur la Gallicanisme. En un mot ils sont redevenus en France, ce qu'ils y étaient auparavant : puissance belligérante. Il est tout simple qu'on s'en inquiète ; et M. Thiers n'a fait que répondre à un désir presque universel en demandant au gouvernement de songer à ces bons pères.

L'agression, si l'on peut employer ce terme, a été fort modérée ; M. Thiers s'est contenté de signaler les dangers qui pourraient résulter de la présence des Jésuites et d'invoquer sur eux l'application des lois du pays. M. Dupin, avec sa verve mordante, son bon sens et spirituel et sa science de jurisconsulte, a prouvé que l'existence de la compagnie était illégale.

"Les Jésuites, dit un journal qui résume les moyens de ces deux orateurs, les Jésuites n'existent en France qu'illégalement, c'est un point acquis. De quelque côté qu'on se tourne, ils ne rencontrent, au que des ordonnances particulières qui les frappent et des arrêts qui les condamnent, qu'une législation générale sur les congrégations religieuses, dans les prohibitions de laquelle ils sont nécessairement compris. Ils échapperaient, par je ne sais quel miracle de ruse et d'habileté à toutes ces lois, qu'ils n'échapperaient pas à la sur les associations."

"On cherche en vain à équivoquer sur les termes de celle-ci. Les Jésuites forment évidemment une association, et cette association est composée de tous les membres de l'Ordre répandus en France. Les Jésuites de Lyon ou d'Angers sont les mêmes que les Jésuites de Paris. Tous ensemble ils ne sont qu'un corps ; ils se tiennent par leurs statuts, par leur nom, par leurs chefs ; un seul esprit les anime, un signe les fait tous mouvoir ; ils correspondent entre eux par la hiérarchie qui les rassemble, et, pour eux, délibérer c'est obéir. On peut choisir entre toutes ces lois ; nous ne demandons pas l'application de la plus rigoureuse. Mais si avec les lois de l'Assemblée Constituante et les lois de 1792 qui ont prononcé la dissolution de tous les Ordres monastiques, avec les lois de l'Empire et les lois de la Restauration, qui ont posé en principe qu'aucune congrégation religieuse ne pouvait s'établir en France sans l'autorisation du gouvernement, avec la loi des associations enfin, on demande simplement qu'on sache si la loi est applicable aux jésuites, c'est une dérision." Ce n'est pas une loi qui repousse les jésuites, c'est une législation tout entière."

Les Jésuites ont trouvé, on le sait, dans M. Berryer un défenseur, quand M. Berryer parle, l'enchantement est tel qu'on oublie volontiers la valeur des arguments pour se livrer au plaisir d'écouter cette parole sonore, toujours si ferme et si choisie ; mais dans une pareille question, ce n'est point à la forme, mais au fond qu'il faut s'attacher.

"Or, dit le journal que nous avons déjà cité, tout le talent de M. Berryer n'a pu couvrir la faiblesse de la cause qu'il avait entreprise de défendre. On peut restituer les raisonnemens de l'habile orateur en cette unique proposition : Il y a trop loin contre les congrégations religieuses, donc il n'y en a aucune ! Les lois de l'Assemblée Constituante elles ont aboli des congrégations qui avaient une existence publique, donc elles ne peuvent pas les congrégations que voudront se contenter d'une existence furtive, clandestine, mystérieuse. Les lois de l'Empire ? Elles datent l'époque de terreur. Les lois de la Restauration ? Elles datent l'époque de despotisme. Les lois de la Restauration, les lois de la Révolution de Juillet elles sont en contradiction avec la Charte, quoique votées sous l'empire soit de la Charte de 1814, soit de la Charte de 1830. Elles sont nulles et sans valeur. Sous l'ancien régime, on l'admettait pas la religion, on n'admettait pas une congrégation nouvelle sans avoir vérifié ses statuts, sans lui avoir imposé des conditions et des règles. Aujourd'hui plus d'examen, plus de vérifications. On fonders des couvens, on instituera des congrégations religieuses, on rétablira ces Ordres anciens, ces congrégations pollutionnent de nous côtés ; l'Etat n'aura rien à y voir, à moins qu'on n'ait la simplicité de lui demander une autorisation dont on peut parfaitement se passer. Les Ordres monastiques seront plus nombreux et plus libres après leur abolition qu'ils ne l'étaient avant. Voilà, en deux mots, toute la discussion faite de M. Berryer, mais du moins les jésuites ne pourront pas dire qu'ils n'ont pas été défendus. M. Berryer n'a manqué ni de pathétique, ni d'éloquence."

La Chambre elle-même a prouvé qu'elle était de l'avis des adversaires des jésuites, en adoptant un ordre du jour motivé, conçu en ces termes : "La Chambre, se reposant sur le gouvernement du soin de faire exécuter les lois du royaume, passe à l'ordre du jour."

Le ministère ne pourra pas reculer devant cette déclaration précise, et les jésuites auront à se tenir pour avertis qu'ils n'ont plus à compter sur la tolérance dont ils avaient joui.

ALABAMA. Il paraît qu'une fraction considérable du parti démocratique est fort mécontente du choix qu'on a fait pour candidat gouverneur de Nathaniel Terry, en conséquence de sa connexion avec les banques. Ce mécontentement s'est manifesté ouvertement dans beaucoup de comtés où l'on soutient la candidature du chancelier Martin comme démocrate indépendant ; d'où l'on peut inférer que M. Terry n'est pas indépendant. Ce mouvement en faveur de Martin est si prononcé que la candidature a été acceptée. De sorte qu'il y aura deux candidats démocrates, et probablement un candidat whig. Cela promet d'être intéressant.

L'Ohio.—Le steamboat Albatros, arrivé hier soir, rapporte qu'au 14 de ce mois, il n'y avait que trente pouces d'eau dans l'Ohio, et que cette rivière baissait encore.

CHRONIQUE LOCALE.

Cour du Recorder Baldwin.—L'investigation de l'affaire Brewster et Pond a continué hier. Le témoignage entendu n'ajoute guère à la somme d'information qu'on avait déjà.

La défense a fait la tentative de faire entendre Pond comme témoin, attendu que les un des témoins entendus n'avait vu le commencement de la querelle ; mais l'accusation s'y est opposée et la Cour a rejeté la motion.

On a encore demandé l'élargissement de Pond, afin de le faire déposer plus tard devant la Cour Criminelle, comme témoin ; mais cette motion a encore été repoussée. Après les plaidoiries les accusés ont été renvoyés devant la Cour Criminelle.

Cour Criminelle.—Wm. Riley, de Ryan, et John Campbell, accusés de vol de grand chemin, ont été mis en jugement. Riley a été trouvé coupable, et Campbell acquitté.

On lit dans le N. Y. Courier & Enquirer :

"*Passagers.*—Pas de personnes se font une idée du nombre de passagers qui arrivent journellement à N. York. Chaque jour il nous arrive assez de monde pour remplir un village. Lundi dernier le nombre s'est élevé à 1078, sans parler des steamers, chemins de fer, etc., qui decupleraient ce nombre. Et pourtant personne ne s'apperçoit de la présence de tout ce monde, pas plus que de leur absence lorsqu'ils s'en vont.

Nominations diplomatiques.—Si le président Polk a pris l'engagement de faire le contraire de ce qu'avait fait M. Clay, il remplit son engagement à la lettre, bien fait convenir.—Dans ses choix diplomatiques en effet, il paraît avoir un grand éloignement pour les hommes capables.—Ce ne serait pas lui qui choisirait les Gallatin, les Pinckney, les Monroe, les Adams, les Sergent et autres de même trempe.

M. Everett est rappelé ou va l'être. M. Bieckfort est destitué de même en être prévenu.—M. Hugues fera place à quelque écolier diplomate et M. Wheaton attend son tour.

Le secrétaire de la marine, dit le Washington Journal, a pris la résolution d'empêcher autant que faire se pourra les punitions corporelles dans la marine militaire, et qu'il a donné des ordres en conséquence. Si le secrétaire de la marine était marin, ses ordres auraient eu plus d'influence morale, mais peut-être aussi ne les eut-il pas donnés.

Nouvelle loi sur les postes.—Un journal de la Pensylvanie dit avoir peu plusieurs sortes de papier afin de savoir ce qu'on aurait à payer de frais de poste, et il a trouvé que le papier à lettre qu'il emploie dans la maison pesait de 131 à 136 grains la feuille, et le papier ordinaire (foolscap) 161 à 172, que les pains à cacheter pèsent un grain, et un cachet de cire 5 grains.

La demi-once qui est le poids que ne doit pas excéder une lettre simple [illegible] 218 grains.

Mais à présent on va s'attacher à faire du papier très léger à l'instar du papier à lettres français.

On voit par les journaux de Pennsylvanie que Pittsburgh se rebâtit promptement. On ne comprend même pas comment on peut se procurer tant de matériaux en si peu de temps.

Suicide à Boston—Madame Sarah P. Allen, femme de M. John Allen, s'est suicidée en se coupant la gorge avec un rasoir—Sa tête était depuis quelque temps dérangée.

Fonctionnaires—Le Spirit of the Times de Philadelphie publie une liste des fonctionnaires exécutifs, diplomatiques et consulaires des Etats Unis, avec l'indication de leur lieu de naissance

Lieu de naissance	*Nombre de person.*	*Somme des Salaires.*
Virginie,	144	$200,396
Maryland,	132	170,305
Pennsylvanie,	90	133,790
Massachusetts,	43	86,945
District de Colombie,	22	77,455
New-York,	22	63,250
New Hampshire,	23	49,000
Kentucky,	7	34,150
Maine,	95	31,150
Rhode Island,	6	24,100
New Jersey,	17	13,915
Connecticut,	15	22,815
Irlande,	19	20,414
Caroline du Sud,	5	17,800
Caroline du Nord,	10	16,300
Angleterre,	14	14,500
Louisiane,	3	9,000
Tennessee,	3	7,300
France,	5	6,900
Delaware,	4	6,750
Allemagne,	4	6,350
Ecosse,	5	5,955
Vermont,	5	5,545
Suisse,	1	4,600
Alabama,	4	4,500
Ohio,	6	4,400
Maine,	4	2,000
Prusse,	1	1,500
Espagne,	1	1,000

Plusieurs enfans ont comparu devant les tribunaux de Philadelphie pour répondre du méfaits qui annoncent une méchanceté vraiment par trop précoce—Cela promet.

Encore un duel à Philadelphie—Le correspondant du N. Y. Tribune dit que, suivant le bruit public, MM. Randall et Schleigh, deux enfans, se sont battus en duel à Noaman's Creek. On n'en connaissait encore ni le résultat ni les détails.

Chaleur—Le lundi 9 le thermomètre marquait 93o. à N. York, 90o. à Albany; 94 à 100 à New Haven, et 101 à Philadelphie—Nous avons tort de nous plaindre ici.

Grades de fraîcheur—L'Université de la Caroline du Nord a conféré, le 5 de ce mois, le grade honoraire de docteur en droit à MM. le Président des Etats-Unis, Revd. F. S. Hawks du Mississipi, Hon. John Y. Mason, avocat général des Etats-Unis et Hon. Willie P. Mangum, ex président du Sénat des Etats-Unis.

On avait annoncé qu'une nommée Elisabeth Reed qui avait été condamnée à mort pour meurtre, s'était suicidée en mangeant du verre. C'est une erreur—elle tenta seulement de se suicider de cette manière, mais elle a vécu assez pour subir sa sentence.

Il y avait des [illegible] dans notre pièce mûres à la Mobile le 16 de ce mois.

MARYLAND.—Le Baltimore American annonce la mort de M. William Y. Burkitt, ex-secrétaire d'Etat du Maryland, lequel s'est suicidé à Cumberland avec un fusil. Il a laissé une note disant qu'il était fatigué de la vie et que son unique regret était de faire surprise de lui une commettre cet acte de désespoir.

Un riche marchand de N. York allait dernièrement à Londres et résolut d'étonner à son retour ses anciennes connaissances. En conséquence il acheta une fort belle voiture. Le carrossier lui ayant demandé quelle armure il allait prendre pour les panneaux, notre homme répondit qu'il ne pas hésitante qu'il pas trouver à ce choix le carrossier parut douée surpris, mais il fit une profonde révérence et obéit sans mot dire.

Pour éviter de payer les droits sur un belle voiture un arrivant sur le Saint Jean, notre New Yorkais revendit de s'en servir à Londres pendant quelques jours. Il logeait donc un bel attelage et va se promener à Hyde Park. Comme on peut bien le penser, il y devint le point de mire de tous les regards et le sujet de toutes les conversations. Quatre-vingt personnes peut-il prendre ces armes ? Que signifie tout cela ? Et bien que le New Yorkais finit par voir, lui-même, qu'il y avait quelque chose d'extraordinaire en lui pour attirer tant d'attention ; mais il avait beau se creuser la cervelle il n'en pouvait deviner la cause. Au retour de sa seconde promenade, cependant, deux personnes se présentent, l'une pour lui demander un [illegible] sur sa voiture, l'autre pour lui demander le prier de le suivre à la chancellerie du sceau (Herald's Office). Il apprit alors, à son grand étonnement, qu'il avait, sans s'en douter, pris les armes d'une altesse royale et qu'il en fallait subir la peine, sans parler de la forte taxe à laquelle il s'était exposé en se servant d'une voiture armoriée.

Le marchand, honteux et confus,
Jura, mais un peu tard, qu'on ne l'y prendrait plus

Bureau de l'Aroçat Général.
10 juin 1845.

Au Major-Général John L. Lewis.

Monsieur,

Je reçois à l'instant une lettre de l'*Honorable Juge* de Paroisse de la paroisse St. Bernard, dont je vous transmets copie.

Cette lettre m'informe :

1o Qu'une association de cinquante ou soixante personnes s'est formée dans cette paroisse à l'effet d'entraver les progrès du chemin de fer du Golfe du Mexique.

2o Que les piocans servant à pratiquer la ligne du chemin ont, ce matin, été détruits par les membres de cette association.

3o Que lesdites personnes sont décidées à s'emparer demain matin des chars de la compagnie et à les détruire.

4o Qu'on a menacé et qu'on projette de se porter à des violences sur la personne de M. François Garic, *représentant* de cette paroisse à la législature, ainsi que sur celles de plusieurs autres citoyens paisibles de cette paroisse.

5o Qu'il est certain qu'ils sont déterminés à faire résistance aux officiers qui pourraient recevoir l'ordre de les arrêter.

6o Qu'il n'a qu'un shérif et constable et qu'il craint de ne pouvoir obtenir de secours assez efficaces pour arrêter les perturbateurs de la paix et de l'ordre public, et que d'après ces circonstances, il requiert respectueusement que je protège la propriété de la compagnie, et maintenir l'autorité civile. Le danger à prévenir a été corroboré par la déclaration de M. François Garic, fait sous serment devant moi.

En l'absence de Son Excellence le Gouverneur, je vous requiere de mettre sur pied telle force sous vos ordres que selon l'appréciation de la loi, vous jugerez nécessaire, pour exécuter suffisante pour maintenir son autorité civile, et que vous lui enjoignies de l'aider ainsi que le shérif de St. Bernard, à arrêter et garder toutes personnes qui ont violé la loi, jusqu'à ce qu'elles aient fourni caution pour assurer leur comparution devant la cour criminelle pour avoir à répondre aux charges portées contre elles, et tous autres qui pourraient, sous serment, être accusés d'avoir l'intention de troubler la paix publique, jusqu'à ce qu'ils fournissent caution pour assurer leur bonne conduite.

Je suis avec le plus grand respect,
Votre obéissant serviteur,
ISAAC T. PRESTON,
Avocat-Général.

QUARTIER GENERAL.
1re. *Division M L*
Nouvelle-Orléans, 18 juin 1845.

A M. Isaac T. Preston, avocat général de l'Etat de la Louisiane.

Monsieur,—Conformément à la requête contenue dans votre lettre du 16, j'ai ordonné à 40 hommes de l'artillerie de la Légion de marcher comme infanterie, à 30 hommes du regiment Washington et à un nombre égal de membres du régiment des Volontaires de la Louisiane, quand 5 heures du matin se rendront sur la place d'Armes, lieu du rendez-vous.

Après la réunion des divers détachements, savoir : La compagnie d'artillerie du capitaine Augustin, marchant comme infanterie, le bataillon Washington, lieut. col. Walton, les Volontaires de la Louisiane, capitaine Segure, je les placai tous sous le commandement immédiat du colonel Dufour, de la Légion, et de là ils se rendirent au dépôt des chemins de fer du Golfe du Mexique et s'embarquèrent pour la Terre-aux-Bœufs, où ils arrivèrent vers les neuf heures du matin.

Je me rendis près du juge de paroisse, l'honorable Rousseau, et l'informai du contenu de votre lettre, et lui déclarai que j'étais prêt à recevoir ses instructions et à agir en conséquence. Il lança sur le champ un mandat d'arrêt contre Joseph Solis, qu'on représentait comme le principal moteur du tumulte qui avait eu lieu la veille, et comme étant celui qui avait soulevé les habitans contre les travaux et contre la vente de la Compagnie du chemin de fer du Golfe du Mexique.

Il fut arrêté au bout du chemin avec deux de ses complices.

M. Solis est juge de paix et major du 3me régiment de la M. L. Immédiatement après l'investigation civile faite par le juge Rousseau, qui le fit passer à l'emprisonnement de $1000, je crus qu'il était de mon devoir d'exercer mon autorité, et je l'arrêtai comme major de la milice.

Des mandats d'arrêt furent lancés contre un certain nombre d'autres perturbateurs. A la requête du juge et du shérif, accompagnai ce dernier officier avec les forces sous mes ordres, afin de l'aider, s'il le fallait, à opérer les arrestations. Seize autres individus furent encore arrêtés ; les autres se cachèrent, mais d'après l'impression créée par l'apparition des troupes, je ne doute pas qu'ils ne se rendent aux autorités civiles, et que les troubles aient été effectivement appaisés.

Après avoir délivré les prisonniers au juge, et informé par lui que le secours de la force militaire n'était pas plus long temps nécessaire, je réembarquai les troupes et revins en ville.

Je ne puis clôre le rapport que je vous adresse en me leur accordez tous les éloges auxquels elles ont si légitimement droit. Il était déjà plus de minuit quand se termina mon entrevue avec vous ; je lançai sur-le-champ mes ordres, et le brigadier-général Horatio Davis, qui assistait à l'entrevue, donna les ordres nécessaires pour le bataillon Washington et les Volontaires de la Louisiane, et m'accompagna sur le théâtre des troubles ; son prompt et actif service, je suis redevable de la force imposante de sa brigade. Le major Gally, commandant le bataillon d'Artillerie, le colonel Walton, du rég. Washington, le major Willard, des Volontaires de la Louisiane, et le major Labauan, de mon état major, ont passé le reste de la nuit à conduire les détachemens tirés de leurs corps respectifs, ce qui se fit de manière à prévenir toute alarme ; et si publiquement, en vérité que les troupes étaient embarquées avant qu'un œil même on vile qu'elles avaient été convoquées.

La promptitude avec laquelle elles ont répondu à l'appel, la gaîté avec laquelle elles ont supporté une marche fatigante de plusieurs milles, au milieu de la journée, sous un soleil brûlant, méritent les plus grands éloges. Je ne dois pas omettre de déclarer que quoiqu'une partie des volontaires de la Louisiane, sous les ordres du capitaine Segur, résidant de l'autre bord du fleuve, ait été la dernière à être convoquée, elle a été ponctuelle à l'appel et s'est embarquée avec nous dans les chars.

Quand il fut connu en ville que les autorités civiles de la paroisse de St. Bernard en avaient appelé à la force militaire pour le maintien des lois, plusieurs des compagnies volontaires de la Légion prirent les armes, et faute de moyens de transport, se mirent en marche pour le lieu des troubles, la compagnie des Cadores Volontaires commandée par le capitaine Blason, et celle des Cazadores de Orléans, capitaine J. Trigo, ainsi que la compagnie des Eclaireurs, capitaine D. Chambert, arrivèrent quand nous étions sur le point de revenir ; nous rencontrâmes les autres en route.

Le zèle déployé par nos volontaires ne saurait être trop vivement applaudi par les autorités de l'Etat et par tous les citoyens. Si ces corps sont convenablement encouragés, leur nombre s'augmentera, et nous aurons un corps de soldats-citoyens, sur lequel nous pourrons compter à toute heure de danger.

Nos remercimens sont dus à M. Musson pour un excellent et abondant repas que nous avons trouvé préparé pour nous au bout du chemin. Je vous prie de communiquer le rapport ci-dessus à Son Excellence le commandant en chef.

J'ai l'honneur d'être,
Votre obéissant serviteur,
JOHN L. LEWIS,
Major-Général et commandant la première Division de la M. L.

Bureau de l'Avocat-Général.
19 juin 1845.

Au Major-Général John Lewis.

Monsieur,

J'ai reçu et je communiquerai au Gouverneur de l'Etat votre rapport des opérations militaires exécutées, à ma requête, pendant son absence, et basées sur les motifs spécifiés dans la lettre que je vous adressai le 16 courant. Certes, il sera reconnaissant du zèle ardent et prompt avec lequel vous, les officiers et les citoyens qui ont volé au secours de l'autorité civile, aussitôt que vous avez été officiellement informé qu'elle était menacée. Et ce sera avec un vif sentiment de joie pour lui et tous vos concitoyens d'être convaincus, par votre conduite en cette circonstance, qu'il existe en notre ville la suprême force militaire autour de laquelle la bravoure du pays se rallient et s'inspirant de son patriotique élan, déferait tous les dangers qui pourraient menacer cette grande métropole du Sud-Ouest.

Je suis avec le plus profond respect,
Votre obéissant serviteur,
ISAAC T. PRESTON.

Terre-aux Bœufs, (La)

M. LE RÉDACTEUR EN CHEF DE L'ABEILLE.

Monsieur,

Votre numéro du 18 courant, contient sous lettre de *Terre-aux-Bœufs*, un article dans lequel se trouve un compte-rendu de la prétendue rébellion qui s'est manifestée en cet endroit le 16et le 17 de ce mois.

Sans entrer, Monsieur, dans le fonds d'une discussion relative aux droits que se sont arrogés les agents supérieurs du chemin de fer du Golfe du Mexique, dans le tracé arbitraire de leurs lignes, je viens ici, Monsieur, en mon nom personnel aussi bien qu'au nom de la population honnête, industrieuse et pauvre de son district, protester hautement contre ce mensonger et mensongère assertion que vous rapportez dans votre feuille. C'est comme citoyen louisianais, et non comme homme, que je viens ici revendiquer les droits sacrés de la défense dont nul accusé ne peut être privé ; c'est comme magistrat dalomatié, c'est comme officier américain indignement insulté, que je viens ici m'élever tout de toute et de mes forces contre le mensonge dont le gazon et un guand jour de la justice.

Cour soudain, 16 de ce mois, que pendant que je siégeais comme juge de paix, entouré de quelques citoyens aussi paisibles que moi-même, que M. Constantin Olivas, un Portugais qui n'a ni de près acquis cinq centimes de propriété, vint requérir la mise en état de siége de mon tribunal, arrêté de mon fauteuil, et de deux gendarmes qui me saisirent chacun par un bras, et qui, avec les paroles les plus insultantes, m'ordonnèrent de les suivre. Il fut déployé par ces pauvres gens un courage digne d'une meilleure cause, et qu'il m'a été donné de voir à deux reprises différentes, dans ma vie, sous de plus nobles auspices, et dans des circonstances bien différentes. Il est inutile de vous dire que je me suis laissé faire sans résistance, et que je me suis rendu à la force brutale, mais non à la raison.

Il y avait des [illegible] dans notre pièce mûres à la Mobile le 16 de ce mois.

Mon arrestation, Monsieur, fut le signal de la révolte. Le tocsin fut sonné, et, en peu de temps, je me trouvai au milieu d'une foule de gens armés, qui, sans me donner le temps de prendre mon chapeau, me poussèrent, à coups de crosse de fusil, jusqu'à la porte de mon domicile et m'ordonnèrent de faire mes dispositions. Il était rare que la fausse Martinon sortit dans le cours de la matinée : renfermé dans son cabinet de travail, il mettait alors à jour sa correspondance, arrêtait ses écritures, réglait ses affaires de la veille. Granpré avait été informé de ces précieuses informations. Il était rare que la fausse Martinon sortit dans le cours de la matinée : renfermé dans son cabinet de travail, il mettait alors à jour sa correspondance, arrêtait ses écritures, réglait